

L'INDÉPENDANCE DE LA CATALOGNE

par
CAROLANNE GAGNON

présenté à
JACQUES PROVOST

Cégep Édouard-Montpetit
Idéologies et régimes politiques
cours 385-103-EM, groupe 1030
13 novembre 2017

Table des matières

INTRODUCTION	3
1. Principaux acteurs politiques	4
2. Point de vue catalan	4
3. Point de vue espagnol	6
4. Réactions du gouvernement	7
5. Réactions du reste du monde	7
CONCLUSION	8
BIBLIOGRAPHIE.....	9

INTRODUCTION

Depuis les deux derniers mois, l'Espagne est touchée par une crise politique qui secoue tout l'Europe. Celle-ci attire l'attention du monde entier et suscite des réactions fortes au sein même de ce pays. La région de la Catalogne désire son indépendance, malgré le refus catégorique de l'Espagne. Une partie des Catalans remet en question l'État unitaire qu'est l'Espagne et souhaite se libérer de son emprise. Cet enjeu touche tous les Espagnols, Catalans y compris, car les opinions sont partagées et les conséquences sont nombreuses. La violence, les arrestations, les manifestations, l'instabilité politique sont au cœur des discussions et des débats. Ce conflit en vaut-il la peine si l'on prend en considération que ce n'est pas tous les Catalans qui désirent l'indépendance? L'indépendance est-elle la solution aux problèmes de la Catalogne? Cette revue de l'actualité présente le point de vue des acteurs politiques qui sont en faveur ou contre l'indépendance de la Catalogne. Elle présente aussi les conséquences des actions et des décisions prises par eux. Cette analyse sera faite à l'aide de différentes sources telles que : *Le Devoir*, *Le Journal de Montréal*, *La Presse* et de divers journaux européens.

1. Principaux acteurs politiques

Pour bien comprendre la situation en Catalogne, il est important de présenter les acteurs politiques en Espagne. Un acteur majeur de ce conflit est le premier ministre de ce pays : Mariano Rajoy. En fonction depuis décembre 2011, Rajoy est le chef du Parti populaire depuis 2004. Il est accusé par plusieurs d'avoir soulevé la colère des Catalans et d'avoir causé la montée des indépendantistes. Vice-présidente et bras droit de Mariano Rajoy, Soraya Saenz de Santamaria est responsable des finances des Administrations territoriales. Elle a tenté de discuter avec les Catalans, sans parvenir à un accord (AFP, 29 septembre 2017, paragr. 13-14). Un autre acteur majeur de cette crise est le tribunal constitutionnel. Sous la gouvernance de Mariano Rajoy, le tribunal a mis en place des mesures qui ont choqué les Catalans, par exemple, en 2010, il a révoqué une partie du statut d'autonomie de la Catalogne (Arbour-Masse, 2015, paragr. 1).

En opposition avec ces acteurs, Carles Puigdemont, qui vient d'être destitué de son poste en octobre de président de la Catalogne. Membre du Parti démocrate européen catalan, il milite depuis son jeune âge pour l'indépendance de sa région et il est très investi dans cette lutte et souhaite à tout prix la déconnexion avec l'Espagne. À ses côtés, Oriol Junqueras, président du Parti gauche républicain et vice-président de la Catalogne. Ce sont les principaux acteurs à avoir mis en place le référendum du 1^{er} octobre. C'est pour cette raison qu'ils sont visés par une enquête qui les accuse de « désobéissance, prévarication et malversation de deniers publics » (AFP, 29 septembre 2017, paragr. 2).

2. Point de vue catalan

La moitié de la Catalogne désire l'indépendance et c'est une accumulation de divers événements qui a fait augmenter le nombre d'entre eux en sa faveur. Sur le plan politique, les Catalans ont plusieurs raisons de vouloir quitter l'Espagne.

Premièrement, en 2006, le parlement espagnol a adopté un nouveau statut qui accordait plus d'autonomie à la Catalogne. Cependant, en 2010, celui-ci annule 14 articles. Il rejette le concept de nation catalane et l'usage de la langue catalane dans les administrations et les médias, ce qui n'a pas plu aux indépendantistes, qui se sont sentis trahis (Geoffroy, 2017, paragr. 5).

La Catalogne possède plusieurs compétences qui lui permettent d'être une communauté autonome. Elle dispose « de son propre parlement, de son propre gouvernement, de sa propre police, et se charge des questions d'éducation, de santé, de sécurité et des services sociaux » (Geoffroy, 2017, paragr. 8). La colère des Catalans a été exacerbée par le fait que l'Espagne refuse de discuter et de s'entendre. Sur le plan économique, la Catalogne est l'une des régions les plus riches et industrialisées de l'Espagne. Avec sa population de 7,5 millions d'habitants qui représente environ 16 % du pays, la Catalogne représente 20 % de l'ensemble du PIB. Cette richesse ne revient pas seulement aux Catalans, mais à la population espagnole en entier. Face à ces chiffres, la Catalogne souhaite percevoir elle-même l'argent de sa région et décider comment l'utiliser. Cependant, « Madrid n'a pas montré d'ouverture à des négociations fiscales ou constitutionnelles » (Facal, 2017, paragr. 12). Bref, les Catalans pour l'indépendance se considèrent comme une nation séparée de l'Espagne et pensent que le mieux pour leur région serait d'obtenir l'indépendance.

L'autre moitié des Catalans ne désire pas l'indépendance. Ceux-ci sont très inquiets face au référendum et ils ne font pas confiance aux indépendantistes. Ils estiment : « On a plus à perdre qu'à gagner à quitter l'Espagne » (Laurent, 2017, paragr. 2). Sur le plan économique, la Catalogne commerce avec toute l'Espagne. Le départ de la région risque de briser les liens. Certaines entreprises pourraient décider de se retirer du marché catalan et cela pourrait effrayer d'autres compagnies à venir s'installer en Catalogne. En ce qui concerne les taxes et les impôts, comment sauront-ils gérer et quelle sera l'augmentation ou la diminution de ceux-ci? Beaucoup de questions pour ces Catalans qui n'ont pas eu de réponses de la part des indépendantistes.

La question de l'identité est très importante pour ces gens, car ils se sentent à la fois Catalans et Espagnols. Ils ne désirent pas être l'un ou l'autre. Ces Catalans sont aussi inquiets de voir une frontière se créer. Cependant, ils sont d'accord avec les indépendantistes qui critiquent la gestion de la crise par le gouvernement espagnol. Toutefois, ils pensent que la solution est de rester uni.

Ce qui est important de mentionner est que « les 7,5 millions de Catalans sont divisés à part presque égales sur l'indépendance » et que « 70 % des Catalans souhaitent que le débat soit tranché par le biais d'un référendum légal » (Villalobos et Cuenca, 2017, paragr. 21).

3. Point de vue espagnol

En ce qui concerne l'Espagne, surtout la région de Madrid, elle refuse de voir partir la Catalogne. Mariano Rajoy ne veut pas laisser sa région la plus riche décider seule de son avenir. Cette région génère des revenus pour l'Espagne et sa perte entraînerait sans doute des conséquences graves (Villalobos et Cuenca, 2017, paragr. 22).

La raison la plus mentionnée par le gouvernement Rajoy est que la demande d'indépendance va à l'encontre de la constitution. Après la demande du président, le 29 septembre, la cour constitutionnelle a rendu invalide la loi qui permettait aux Catalans de faire un référendum. Celle-ci a donné comme raison que les textes approuvés par le parlement catalan étaient opposés à la constitution espagnole. Dans ce texte de grande importance, il est mentionné : « l'indissoluble unité de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols » (Sampson, 2017, paragr. 2), c'est sur cette citation que Rajoy a développé la majorité de ses arguments contre l'indépendance. Puisque l'Espagne est une nation solidaire et unie, celle-ci ne devrait pas être séparée et c'est ce qui fait la beauté du pays. Mariano Rajoy mentionne aussi que, dans la constitution, un référendum sur l'autodétermination ne peut pas être tenu par une de ses régions (Sampson, 2017, paragr. 2).

4. Réactions du gouvernement

Dès l'annonce du référendum par Carles Puigdemont, le gouvernement de Madrid a dû réfléchir vite à des solutions. Mariano Rajoy espérait que son refus face au référendum convaincrerait les Catalans de faire marche arrière, mais ce ne fut pas le cas (Dragon, 2017). Alors, les 19 et 20 septembre, les forces de l'ordre espagnoles ont saisi près de 10 millions de bulletins de vote et ils ont aussi interdit l'accès à plus de la moitié des bureaux de vote. Le gouvernement a aussi donné des amendes allant jusqu'à 12 000 euros, mis sous tutelle le ministère du Budget et il a fait arrêter 14 dirigeants du gouvernement de la Catalogne (Geoffroy, 2017, paragr. 18). Rajoy a aussi dissout le parlement de la Catalogne, ainsi que déclenché des élections le 21 décembre 2017, tout ça avec l'accord du Sénat (AFP, 8 novembre 2017, paragr. 9).

5. Réactions du reste du monde

Ce référendum illégal a suscité des réactions partout dans l'Europe ainsi qu'en Amérique du Sud. Que ce soit à Bruxelles où au parlement européen, la violence est condamnée. Les pays en Europe sont tous d'accord que la seule solution est la discussion et qu'il y aura des efforts à faire des deux côtés. Cependant, au Venezuela, le président Nicolas Maduro est d'avis que du mal a été fait au peuple catalan et que Madrid devra réparer leurs erreurs. Il a aussi comparé cette situation à « l'époque de la dictature » (AFP Infos Mondiales, 1^{er} octobre 2017, paragr. 3). Peu importe les avis, il est évident que la crise en Espagne a fait parler partout dans le monde.

CONCLUSION

Pour conclure, il est évident que la situation en Espagne est critique et que la situation politique est très instable. Les Catalans veulent contrôler leurs revenus. Est-ce que l'indépendance est essentielle ? Cela est matière à discussion. Lorsque nous comparons leur situation avec celle des Québécois, il est possible que la Catalogne ait de meilleures chances en restant avec l'Espagne, tout comme le Québec avec le Canada, mais certains pencheront en faveur du contraire. Néanmoins, afin de trouver une solution à ce conflit, il est essentiel de discuter et d'éviter la violence et la répression. Le gouvernement Rajoy ne prend pas les bons moyens pour régler le conflit et devrait sans doute changer de stratégie. Il justifie ses décisions « dans la primauté du droit », mais il en abuse. Selon Dionne et Hudon : « La primauté du droit et de la Constitution espagnole devient une prison, et exiger du peuple catalan qu'il s'y conforme revient à lui demander de convaincre son geôlier de le laisser sortir » (2017, paragr. 5). La constitution espagnole est très stricte et avec celle-ci, les chances de la Catalogne d'obtenir son indépendance sont quasi impossibles.

BIBLIOGRAPHIE

AFP Infos Mondiales. (1^{er} octobre 2017). Référendum en Catalogne : des réactions internationales. [Communiqué de presse]. Repéré à <https://nouveau.europresse.com.proxy.cegepmontpetit.ca:2443/Search/ResultMobile/6>

Agence France Presse. (29 septembre 2017). Qui sont les acteurs du conflit politique catalan en Espagne? *Journal de Montréal*. Repéré à <http://www.journaldemontreal.com/2017/09/29/qui-sont-les-acteurs-du-conflit-politique-catalan-en-Espagne>

Agence France-Presse. (8 novembre 2017). La justice espagnole annule la déclaration d'indépendance. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/international/europe/512421/la-justice-espagnole-annule-la-declaration-d-independance-de-la-catalogne>

Arbour-Masse, Olivier. (25 septembre 2015). Les élections catalanes en 5 acteurs. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/737701/elections-catalogne-espagne-cinq-acteurs>

Dionne, B. & Hudon, A. (3 novembre, 2017). Catalogne: quand la primauté du droit a le dos large. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/international/europe/511974/catalogne-quand-la-primaute-du-droit-a-le-dos-large>

Dragon, S. (29 septembre 2017). *Le gouvernement catalan reste déterminé, Madrid aussi*. [Vidéo]. Repéré à <http://www.tvnouvelles.ca/2017/09/29/catalogne-les-separatistes-se-preparent-malgre-lopposition-de-madrid>

Facal, J. (23 septembre 2017). Facal en Catalogne pour le Référendum : tension extrême en Espagne. *Journal de Montréal*. Repéré à <http://www.journaldemontreal.com/2017/09/23/tension-extreme-en-espagne>

Geoffroy, R. (30 septembre 2017). Catalogne : comprendre les enjeux du référendum sur l'indépendance. *Le Monde*. Repéré à http://www.lemonde.fr/international/article/2017/09/29/catalogne-a-j-2-avant-le-referendum-sur-l-independance-comprendre-les-enjeux-du-scrutin_5193225_3210.html

Laurent, Q. (30 septembre 2017). La Catalogne, c'est L'Espagne : ces Catalans opposés à l'indépendance ». *Le Parisien*. Repéré à <http://www.leparisien.fr/politique/la-catalogne-c-est-l-espagne-ces-catalans-opposes-a-l-independance-30-09-2017-7297011.php>

Sampson, X. & Agence France Presse. (25 septembre 2017). Pourquoi autant de tension autour du référendum en Catalogne? Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1057208/referendum-independance-catalogne-confrontation>

Villalobos, A. & Cuenca, A. (30 Septembre 2017). Référendum catalan : des milliers de manifestants dans les rues d'Espagne. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/international/europe/201709/30/01-5138206-referendum-catalan-des-milliers-de-manifestants-dans-les-rues-despagne.php>